



Christian Saout, Président de la CEESP était l'invité du dernier café de la Santé du LIR du 14 février 2019, voici les meilleurs extraits !

Comment la Haute Autorité de Santé (HAS) peut donner une place plus grande au patient dans le système de santé ?

Beaucoup reste encore à faire, comme notamment remettre la question de l'engagement en santé sur la scène, en prenant une recommandation pour l'ensemble du système de la HAS. Car, à l'inverse des autres pays, la France est un peu en retard. Il faudra donc que nous mettions les bouchées doubles. C'est pourquoi, nous allons créer un conseil pour l'engagement en santé des usagers qui sera composé non seulement de patients et d'usagers du système de santé mais aussi de professionnels et d'universitaires. L'idée n'est pas de s'affronter mais de construire ensemble des solutions nouvelles pour permettre au patient d'être plus souvent acteur de son destin de santé.

Interview audio : Construire ensemble des solutions nouvelles pour le patient

Comment améliorer la responsabilisation du patient ?

Pour que les patients aient une meilleure perception des choses, il faudrait mieux les informer. En France, nous sommes trop en retard. Sur les sites publics, personne ne vous aide lorsque vous avez des difficultés pour obtenir des informations. En outre, cette information n'est pas très critique et relative. Il serait très important de l'améliorer et de faciliter la navigation, l'accès, les déroulants pour comparer les établissements hospitaliers, savoir où est la meilleure prise en charge de telle ou telle pathologie, à tel ou tel grade et que cette information soit plus circulante.

Interview audio : Mieux informer le patient pour le responsabiliser

Comment les associations peuvent-elles trouver des financements ?

C'est très difficile pour les associations de trouver des fonds pour financer leurs actions. Le plus souvent, ces dernières sont financées par la générosité du public ou par des sociétés, notamment des entreprises du médicament, ce qui leur est très souvent reproché. Ces associations n'ont, hélas, pas de modèle économique. Il faudrait donc essayer de trouver d'autres solutions comme utiliser les mécanismes des fondations, des fonds de dotation... Ce qui serait idéal : n'avoir pas qu'une seule source de financement industriel mais plusieurs, pour limiter le risque de prise de contrôle d'un laboratoire sur un autre. Une autre solution : se regrouper. Il vaut mieux se battre ensemble que de se diviser ou d'être plusieurs, sur une même pathologie.

Interview audio : **Une association ne doit pas dépendre d'un seul financement**

Comment voyez-vous le rôle du patient dans le système de santé de demain ?

Celui-ci va changer considérablement, ne serait-ce qu'avec le développement du numérique et de l'intelligence artificielle. Nous pouvons faire le pari que le patient puisse avoir autant de savoir que le médecin. Comme le praticien, il mettra ses constantes dans une machine et obtiendra son diagnostic. Le dialogue sera rénové dans cette relation singulière. Le médecin jouera un rôle complètement différent : accompagner le patient, l'aider à comprendre des déterminants de sa santé.

*Interview audio : **Un dialogue rénové dans la relation singulière patient-médecin***

Une réforme de l'évaluation des médicaments est annoncée en avril. Les patients doivent-ils devenir acteurs de cette évaluation ?

Aujourd'hui, de nouvelles molécules nouvelles arrivent sur le marché, mais elles sont encore en développement clinique, avec des niveaux de preuve parfois extrêmement faibles. Le sujet, c'est de faire un pari. Et cela ne revient pas aux patients de le faire. C'est à la société de le déterminer. Je souhaiterais qu'il y ait un large débat sur les limites et les avantages de ces nouveaux traitements. Il s'agit vraiment de faire grandir l'ensemble la société dans un large arbitrage. Et cette tâche ne s'annonce pas facile.

*Interview audio : **Un large débat nécessaire sur l'évaluation des traitements***